



BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 22 septembre 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

14

C'est le nombre de banques qui ont satisfait à ce jour les nouvelles exigences de capital issues de la réforme du secteur bancaire au Nigeria

Nigeria :

La croissance au Nigeria atteint 4,2% au deuxième trimestre ; Première baisse du taux directeur de la Banque centrale du Nigeria, de 27,5% à 27% ; Le ministre du Développement des minerais solides a approuvé la révocation de 1 263 licences minières ; Le Nigeria lance une initiative pour harmoniser les codes pétroliers des pays africains.

Ghana :

Succès de la dernière émission de bons du Trésor ghanéens et appel à propositions pour dynamiser la liquidité et la transparence du marché obligataire ; Le Ghana et le Royaume-Uni concluent un accord de restructuration de dette portant sur un montant de 256 M USD.

Nigeria

La croissance au Nigeria atteint 4,2% au deuxième trimestre

[Le Bureau national des statistiques nigérian \(NBS\) a publié les résultats de croissance du pays pour le deuxième trimestre 2025.](#) Le Nigeria enregistre +4,2% de croissance au T2-2025 après +3,1% au T1-2025 (+3,5% au T2-2024). Ces résultats surpassent le consensus des analystes qui pronostiquaient une croissance entre +3,2% et +3,9%. Il s'agit de la croissance trimestrielle la plus élevée enregistrée depuis le T2-2021 et la reprise post-covid (+5,0%).

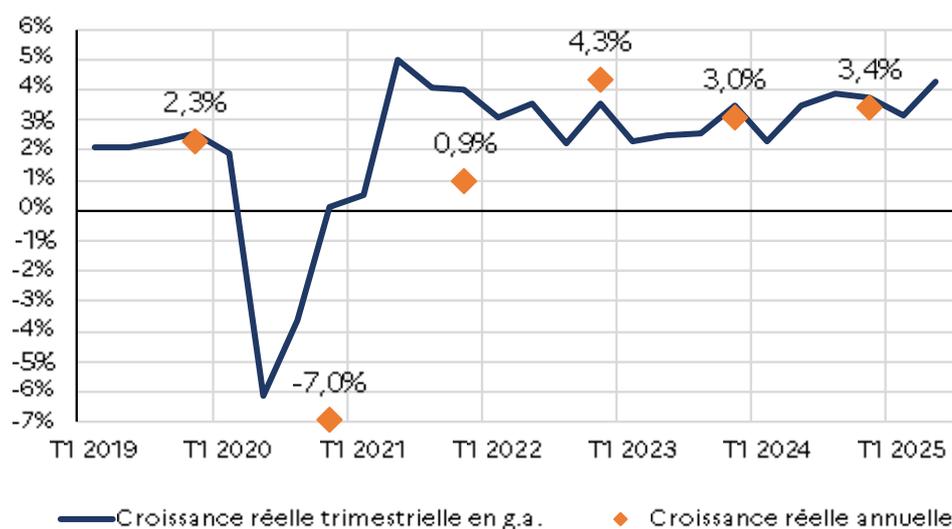
La croissance nigériane a été notamment portée au deuxième trimestre par un rebond notable du secteur pétrolier (+20,5% après +1,9% au T1-2025 et +10,1% au T2-2024). L'activité de la raffinerie Dangote et l'amélioration de la production pétrolière (1,48 mbj au T2-2025 contre 1,27 mbj au T2-2024) – à son plus haut niveau depuis 2020 – ont contribué à la croissance du secteur. En conséquence, le secteur industriel connaît également un rebond (+7,4% après +3,4% au T1-2025).

L'économie non-pétrolière enregistre en parallèle une croissance de +3,6%, supérieure aux +3,2% du T1-2025 et +3,3% du T2-2024. Le secteur des services a crû de +3,9% après +4,3% au T1-2025) notamment à travers les services financiers (+16%) et de télécommunications (+7%), déjà moteurs de la croissance précédemment. Le secteur agricole a connu une croissance de +2,8% après une performance très modeste de +0,1% au T1-2025 (+2,6% au T2-2024).

Il s'agit de la deuxième publication de résultats de croissance trimestrielle du NBS depuis l'exercice de rebasage du PIB effectué en juin.

La banque Stanbic IBTC projette une croissance de 3,5% du PIB pour l'année 2025, en phase avec les 3,4% des projections du FMI et les 3,6% de la Banque mondiale datant de juillet et avril respectivement. L'objectif gouvernemental de croissance pour l'année s'établit à 4,6%.

Évolution des croissances trimestrielle et annuelle du Nigeria depuis 2019



Source : National Bureau of Statistics NBS

Clef de lecture : La croissance réelle du Nigeria s'élève à 4,2% au deuxième trimestre 2025 (courbe bleu foncé), alors que la croissance réelle pour 2024 était de 3,4% (point orange).

Première baisse du taux directeur de la Banque centrale du Nigeria, de 27,5% à 27%

[Le Comité de Politique Monétaire \(CPM\) de la Banque centrale du Nigeria \(CBN\) s'est réuni les 22 et 23 septembre et a décidé d'abaisser son taux directeur à 27% \(-50 pdb\) et le ratio de réserves obligatoires \(CRR\) des banques commerciales à 45% \(-500 pdb\). Le CRR des banques d'affaires est maintenu à 16%, et le ratio de liquidité \(LR\) à 30%. Le corridor monétaire est réajusté à +/- 250 pdb \(+500/-100 pdb précédemment\). La décision a été adoptée à l'unanimité.](#)

Il s'agit de la première baisse de taux directeur depuis l'arrivée de la nouvelle administration nigériane et la forte augmentation cumulée de +1100 pdb du taux directeur en 2023 et 2024. Celui-ci était maintenu à 27,5% depuis novembre 2024.

Cette décision, conforme aux anticipations des prévisionnistes, reste prudente et intervient dans un contexte de baisse progressive et continue de l'inflation – enregistrée à 20,1% en août – et de relative amélioration des équilibres extérieurs du pays. La baisse des taux représente un premier signal d'assouplissement pour le financement de l'économie réelle.

A l'annonce de la décision, le naira est resté stable autour de 1 490 NGN pour 1 USD et les rendements des Eurobonds et obligations long terme nigériens n'ont pas enregistré de mouvement significatif. [Sur le marché secondaire, les titres du Trésor court terme ont fait état d'une baisse de rendements, reflétant la confiance des marchés, qui s'attendent à une baisse des taux supplémentaire prochainement.](#)

La prochaine réunion du CPM aura lieu les 24 et 25 novembre prochains.

Le ministre du Développement des minerais solides, a approuvé la révocation de 1 263 licences minières

Dans une démarche visant à assainir le secteur minier nigérian et à attirer des investisseurs sérieux, [le ministre du Développement des minerais solides, M. Alake a révoqué 584 licences d'exploration ; 65 concessions minières ; 144 licences de carrière et 470 licences d'exploitation minière à petite échelle](#). Il a souligné que les révocations ciblent les spéculateurs qui accumulent des licences sans les mettre en exploitation, empêchant ainsi les investisseurs sérieux et financièrement solides d'y accéder. Le ministre explique souhaiter construire un écosystème minier attractif, qui crée des emplois pour les Nigériens et soutient les industries locales.

[Depuis le début de l'administration du président Bola Tinubu, 3 794 licences minières ont été révoquées](#). Rien qu'en 2024, cela comprend 619 licences révoquées pour non-paiement et 912 pour inactivité.

Le Nigeria lance une initiative pour harmoniser les codes pétroliers des pays africains

[Lors de l'Africa Oil Week qui s'est tenue du 15 au 18 septembre à Accra, le Nigeria a lancé le Forum africain des régulateurs pétroliers \(AFRIPERF\)](#). Cette initiative réunit seize pays et huit d'entre eux - la Gambie, le Ghana, la Guinée, Madagascar, le Nigeria, la Somalie, le Soudan et le Togo - ont déjà signé la charte fondatrice.

Derrière l'ambition de rapprocher les réglementations du secteur pétrolier et gazier des États concernés, l'objectif est d'aboutir à un cadre harmonisé sur la transparence, la sécurité et l'environnement. [L'enjeu est de rendre l'écosystème énergétique africain plus lisible pour les investisseurs et créer une certaine stabilité juridique essentielle à la mise en œuvre des projets transfrontaliers](#). Si le forum ne se substitue pas aux lois nationales, il établit un socle commun autour duquel les pays ajusteront leurs règles.

Gbenga Komolafe, patron de la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC), est le président intérimaire d'AFRIPERF.

Succès de la dernière émission de bons du Trésor ghanéens et appel à propositions pour dynamiser la liquidité et la transparence du marché obligataire

[Le gouvernement du Ghana a levé 3,43 Md GHS \(280 M USD\) lors de sa dernière adjudication de bons du Trésor et a lancé un appel à propositions pour sélectionner de nouveaux opérateurs de marché primaires et de spécialistes du marché obligataire.](#)

Les résultats publiés par la banque centrale montrent que l'offre a été souscrite à hauteur de 3,43 Mds GHS, contre un objectif de 3,01 Md GHS. La répartition par maturités a été dominée par l'échéance à 91 jours, qui a concentré près des trois quarts des souscriptions. Les adjudications à 182 jours et 364 jours ont également été intégralement souscrites. Les taux de rendement associés sont rapportés à 10,45 % (91 jours), 12,36 % (182 jours) et 12,88 % (364 jours).

En parallèle, le ministère des Finances a lancé un appel à propositions pour sélectionner de nouveaux opérateurs de marché primaire et spécialistes du marché obligataire. Cette démarche vise à renforcer la liquidité et la transparence sur le marché primaire, à améliorer la distribution des titres publics et à relancer un marché secondaire efficient, en confiant à des intermédiaires agréés un rôle accru dans l'animation du marché.

Le Ghana et le Royaume-Uni concluent un accord de restructuration de dette d'un montant de 256 M USD

[Cet accord, signé à Accra par le ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, et le « Trade Commissioner » du Royaume-Uni pour l'Afrique, John Humphrey, est le troisième conclu dans le cadre du « Common Framework » du G20, après ceux signés avec la France et l'Exim Bank of China.](#)

Cet accord permettra également la réactivation du soutien de UK Export Finance (UKEF) à cinq projets structurants : les travaux de la route Bolgatanga–Bawku–Pulimakom, la modernisation du Komfo Anokye Teaching Hospital (KATH), la phase II de la construction l'échangeur Obetsebi Lamptey et des travaux connexes, la première phase de la route Tema–Aflao, ainsi que la réhabilitation et la modernisation du marché central de Kumasi. Ces chantiers d'infrastructures, suspendus faute de financements, devraient désormais contribuer à dynamiser la croissance et renforcer la connectivité du pays.

Le ministre des Finances ghanéen s'est réjoui de l'allègement de la dette rendu possible par cet accord, et a appelé à une poursuite et un renforcement des réformes pour prévenir toute nouvelle crise d'endettement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr